



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Réf : PV-121E0144-11806-  
20220811  
121E0144

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA  
COMMISSION D'ARRONDISSEMENT ERP DE LORIENT**

pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique  
dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

-----  
**11/08/2022**  
-----

**Visite périodique du 21/06/2022**

**UBS - POLE FORMATION SANIT ET SOCIALE**  
RUE DES MONTAGNES  
56100 LORIENT  
-----

Type R 2ème catégorie  
Effectif : 1449  
-----

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 143-1 à R 143-47,  
R 157-1 et R 157-4,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement  
de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du  
Public (ERP),

Vu l'arrêté du 04 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type  
R (Etablissements d'enseignement et centres de vacances),

Vu le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative  
départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1995 relatif à la commission consultative départementale  
de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 relatif au fonctionnement de la sous-commission  
départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les  
établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et des commissions  
d'arrondissement,

Vu le rapport du SDIS56 du 21/06/2022, présenté aux membres de la Commission le  
11/08/2022.

Procès verbal du 25/07/2019 établi suite à la visite périodique du 05/06/2019.

L'établissement a-t-il subi des transformations depuis sa dernière visite : non  
Toutefois, des classes ont été réaffectées en salle de pause étudiants

## **I.DESCRPTION**

### **2.1 Descriptif de l'établissement**

Établissement de construction traditionnelle en R-1+2.

Sous-sol : des locaux techniques dont la sous-station (chaufferie du bat Kerjulaude) et le TGBT.

Rez-de-chaussée Bas :

- L'espace cafétéria (121 m<sup>2</sup>) avec une salle de 82 m<sup>2</sup>, local poubelle/entretien (7 m<sup>2</sup>), local prépa (23 m<sup>2</sup>) et vestiaire/sanitaire de 9 m<sup>2</sup>, divers bureaux (18), une cuisine pédagogique,
- Un Amphithéâtre de 170 places (Germaine Tillion), 14 Salles de cours et des locaux techniques.

Rez-de-chaussée Haut :

- L'espace bibliothèque avec ses locaux annexes, 1 salle de réunion, 4 salles de cours (dont bruges cloisonnable en deux salles) et divers Locaux/bureaux (23).

R+1 : 12 salles de cours/salles de TP, 1 salle de pause et divers locaux/bureaux (12).

R+2 : 9 salles de cours/salles de TP et divers locaux/bureaux (8) et un amphithéâtre de 122 places (B 32).

L'exploitant ASKORIA nomme ses locaux par des noms de ville tandis que l'IFPS reste sur une lettre et un chiffre.

### **2.2 Descriptif sécurité :**

#### **a) Effectif**

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article R 2 de l'arrêté du 4 juin 1982, selon la déclaration contrôlée (par niveau), du chef d'établissement soit :

- 480 personnes pour le RDC Bas (450 personnes au titre du public et 30 personnes au titre du personnel).
- 194 personnes pour le RDC Haut (144 personnes au titre du public et 50 personnes au titre du personnel).
- 386 personnes pour le R+1 (361 personnes au titre du public et 25 personnes au titre du personnel).
- 389 personnes pour le R+2 (379 personnes au titre du public et 10 personnes au titre du personnel).

#### **b) Implantation**

Bâtiment situé rue des montagnes et accessible sur 1 façade aux engins d'incendie.

#### **c) Isolement par rapport aux tiers**

Sas d'intercommunication à chaque étages avec le bâtiment Kerjulaude (isolement par rapport au tiers).

#### **d) Construction – Aménagements intérieurs**

##### **Construction**

Gros œuvre en maçonnerie

Planchers en béton

Toiture terrasse.

##### **Aménagements Intérieurs**

Revêtement du sol des locaux : M4 minimum.

Revêtement des murs des locaux : M2 minimum.

Revêtement des plafonds des locaux : M1 minimum.

Gros mobilier : M3.

e) Dégagements

Les dégagements sont en nombre et de largeur suffisants et judicieusement répartis.

Dispositions au titre du GN8 : procédure en place avec l'utilisation des paliers d'escaliers et l'utilisation de la passerelle en SAS d'isolement.

f) Désenfumage

Naturel par exutoires pour les escaliers encloués ainsi que les SAS d'intercommunications

Mécanique dans les circulations du RDC BAS, R+1 et R+2 ainsi que dans l'atrium de l'accueil.

g) Électricité – Éclairage de sécurité

Les installations électriques sont prévues conformes aux normes en vigueur.

Éclairage de sécurité d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes.

h) Ventilation – chauffage

VMC: avec 3 caissons et CTA: 9 caissons

Chaufferie bois de la ville (isolement du réseau avec la chaufferie gaz du Bat Kerjulaude).

Ventilo convecteur pour la bibliothèque.

i) Risques particuliers

Puissance des appareils de cuisson : 10 KW pour la cafétéria.

Locaux à risques moyens : archives, réserves, TGBT.

j) Moyens de secours

Alarme - alerte :

Système de Sécurité Incendie de Catégorie B avec équipement d'alarme de type 2A.

Présence de téléphone urbain.

Moyens de secours :

Extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup>.

Extincteurs appropriés aux risques particuliers.

Dispositions facilitant l'intervention des secours :

Affichage des plans et consignes d'alerte.

Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

DECI requise : 1 PI de 60 m<sup>3</sup>/h à moins de 150 m (Ets classe 1 surface non recoupée < 500 m<sup>2</sup>).

DECI existante : PI n°526 de 60 m<sup>3</sup>/h à 100 m

## **II.VERIFICATIONS TECHNIQUES**

Les pièces administratives suivantes ont été examinées :

- Le registre de sécurité ;
- Les vérifications techniques suivantes :

Type	Date	Vérificateur	Observations
EXTINCTEURS : Entretien/vérification	14/06/22	CHUBB	RAS pour les 47 appareils
SSI ET ASSERVISSEMENTS : Entretien annuel	28/04/22	SPIE	2 obs. (vérins HS Aménée d'air 1 <sup>er</sup> étage)
SSI ET ASSERVISSEMENTS : Vérification triennale par OA	24/03/20	BUREAU VERITAS	4 obs. levées par SPIE le 15/09/21
DÉSENFUMAGE NATUREL : Entretien/vérification exutoires	21/04/22	SPIE	RAS pour les 3 Exutoires des trois escaliers encloués

DÉSENFUMAGE MECANIQUE : Entretien/vérification exutoires			
ASCENSEUR : Entretien et vérification par technicien	07/06/22	OTIS	Visite régulière
ASCENSEUR : Vérification quinquennale par OA	28/09/21	BUREAU VERITAS	3 obs. levées par OTIS

### **III.DECISION DE LA COMMISSION**

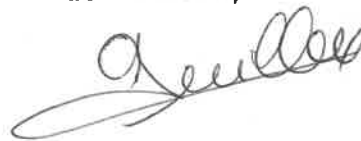
Suite à la présentation du rapport du groupe de visite, les membres de la commission d'arrondissement émettent un **avis favorable à la poursuite de l'exploitation**.

Les prescriptions suivantes devront être prises en compte :

<b>N° Prescription</b>	<b>Prescription</b>	<b>Article</b>
Prescription permanente	Ne pas utiliser de multiprises.	EL 11 § 7
2022 - 001	Attester de la levée des deux observations du rapport de contrôles BUREAU VERITAS sur l'installation électrique	EL 18 § 1
Rappel de texte	Dans cet établissement de 2 <sup>ème</sup> catégorie, la présence physique d'une personne qualifiée est requise pendant la présence du public pour, conformément aux consignes données, assurer l'exploitation et l'entretien quotidien des installations électriques.	EL 18 § 2
Rappel de texte	Assurer la maintenance et l'exploitation de l'éclairage de sécurité suivant les articles EC 13 et EC 14 et notamment que : - L'exploitant de l'établissement dispose en permanence de lampes de rechange correspondant aux modèles utilisés dans l'éclairage de sécurité, - L'exploitant s'assure périodiquement 1) une fois par mois : - du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et à la vérification de l'allumage de toutes les lampes (le fonctionnement doit être strictement limité au temps nécessaire au contrôle visuel), - de l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille au retour de l'alimentation normale. 2) une fois tous les six mois, de l'autonomie d'au moins 1 heure. Les opérations ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans le registre de sécurité.	EL 18 § 3
2022 - 002	Faire vérifier et entretenir par technicien compétent l'installation de traitement d'air et l'installation de ventilation et transmettre à la commission de sécurité les rapports de contrôles.	CH 58 et CH 57
Rappel de texte	Ce groupement d'établissements n'est autorisé que si les exploitations sont placées sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles. Tout changement dans l'organisation de la direction, qu'il s'agisse ou non d'un démembrement de l'exploitation, doit faire l'objet d'une déclaration au maire qui impose, après avis de la commission de sécurité compétente, les mesures complémentaires rendues éventuellement nécessaires par les modifications qui résultent de cette nouvelle situation.	R 143-21 du CCH
Recommandation	Au même titre que de l'obligation de la présence de l'exploitant ou de son représentant, il peut être admis par la commission de sécurité compétente que	MS 52

	lorsque les conditions d'exploitation le justifient, le RUS ne soit pas en permanence dans l'établissement sous réserve : - d'être joignable en permanence et en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts, - que des consignes claires soient données au service de sécurité incendie présent sur le site.	
2022 - 003	Transmettre à la commission de sécurité le déclaratif des effectifs par niveau et contrôler par le RUS.	R 2
2022 - 004	Limiter le stockage à sa stricte utilisation dans les locaux « baies de brassage »	EL 1
2022 - 005	Supprimer le stockage dans les locaux non prévus à cet effet et exclusivement réservés aux personnes qualifiées.	EL 5
2022 - 006	Mettre à jour les plans et consignes de l'établissement en notifiant l'emplacement des zones protégées prévues au titre de la mise en place de la procédure GN8	MS 41 et MS 47
2022 - 007	Le personnel de l'établissement doit être initié au fonctionnement du système d'alarme. A cet effet, les personnes désignées par l'exploitant à la surveillance du SSI doivent avoir reçu une formation à l'exploitation du SSI, conduite à l'initiative et sous la responsabilité de l'exploitant.	MS 69 et MS 48

Le Président,



Céline GUILLOUX

**RAPPEL IMPORTANT :**

Conformément à l'article R. 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, Madame ou Monsieur le Maire devra notifier le résultat de cette visite et sa décision à l'exploitant, soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une Ampliation de ce document sera transmise au secrétariat de la commission de sécurité.

**« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement informatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public »**

